



Groupe Écologie & Solidarité

À l'Assemblée des Français de l'étranger



Intervention Jean-Baka pour le groupe Écologie & Solidarité

lundi 18 mars

Monsieur le Ministre, nous sommes devant vous les membres d'une assemblée parfois infantilisée par vos services, et trop peu consultée. Nous sommes trop souvent traités comme vos invités voire vos obligés, plutôt que les représentants démocratiquement élus des quelque 3,5 millions de FdE au service desquels vous affirmez vous placer. Alors que notre Assemblée fête ses vingt ans, il serait grand temps qu'elle entre enfin dans l'âge de la maturité !

De fait, nos mandats démocratiques semblent parfois être faits pour amuser la galerie. Nous méritons plus de respect. Pourquoi n'étions-nous pas conviés lors de l'hommage national rendu aux victimes du 7 octobre par le Président Macron aux Invalides ? C'est mépriser les élus que de ne pas les inviter lors des cérémonies d'hommage aux civils français morts à l'étranger !

Pourquoi les postes ne nous consultent-ils pas sur le dispositif de bureaux de vote à mettre en place à l'étranger pour les prochaines élections européennes ? Pourquoi d'ailleurs n'existe-t-il pas de dispositif électoral stable et pérenne alors que ces dispositifs sont des points de fixation et d'échange pour nos communautés ? Pourquoi le maillage du globe en bureau de vote a-t-il tendance à se réduire comme peau de chagrin, alors même que vous affirmez votre attachement à l'universalité du droit de vote ? En tant qu'élus des FdE, il nous faut à chaque fois remettre le couvert et entamer un bras de fer à chaque élection, dans chaque consulat, alors que nos énergies et celles des personnels consulaires pourraient être mieux mises à profit. Pourquoi ne sommes-nous pas consultés lorsqu'il s'agit du choix des consuls honoraires ou des conseillers au commerce extérieur de la France ? Commerce extérieur dont vous avez le portefeuille et qui ne se porte pas au mieux, avec un déficit extérieur de la France qui s'est élevé à 110,3 milliards d'euros en 2023. Pourquoi nos conseils consulaires en formation Travail, Emploi, Formation Professionnelle et



Groupe Écologie & Solidarité

À l'Assemblée des Français de l'étranger



Apprentissage sont-ils (quand ils existent !) dépourvus de substance, sans budget, sans projet, sans délibération ? Est-ce nous respecter que de ne pas même faire appliquer les décrets régissant nos mandats ?

Au-delà de nos prérogatives touchant au plus près à la vie concrète de nos communautés à l'étranger dans leur rapport à l'administration française, il est important que vous perceviez à quel point les communautés françaises à l'étranger sont en première ligne lorsqu'il s'agit de subir les conséquences des errements diplomatiques de la France. Les positions que prend notre pays en matière de politique internationale, ses engagements en matière diplomatique et militaire ne sont pas seulement des mouvements de pièces sur un plateau de jeu d'échecs : ils impactent directement la vie de nos communautés françaises à l'étranger, en altérant parfois dramatiquement la façon dont nous sommes perçus et accueillis dans nos pays de résidence.

On l'a vu par exemple dans divers pays d'Afrique sahélienne et tout particulièrement dans le fiasco du repli diplomatico-militaire opéré au Niger, qui y affecte aussi dramatiquement les élèves du réseau AEFÉ, puisque vous avez décidé de fermer le lycée La Fontaine. Est-ce cela, le *soft power* à la française ? Lorsqu'en plus les jeunes étrangers issus de nos lycées français, y compris celles et ceux qui font la fierté de notre réseau, sont victimes de maltraitance administrative lors de leur demande de visa étudiant, serez-vous, Monsieur Riester, le ministre des renoncements en termes d'attractivité de l'université française pour les communautés francophones d'Afrique et d'ailleurs ?

Un autre point d'alarme est pour nous le conflit en cours au Proche-Orient, avec ce « deux poids, deux mesures » à l'œuvre dans la façon dont la France traite de manière différentielle les communautés françaises et les membres de « l'équipe France » (comme vous aimez l'appeler), selon qu'on se trouve en Israël ou dans les Territoires palestiniens occupés. Les 42 victimes françaises du 7 octobre en Israël, nommées une à une, leurs portraits affichés dignement, ont eu droit à un hommage national à l'hôtel des Invalides. En contrepartie, le MEAE n'a même pas été capable de nommer dans un communiqué ne serait-ce qu'un seul de ses quatre



Groupe Écologie & Solidarité

À l'Assemblée des Français de l'étranger



agents tués par les bombardements israéliens à Gaza ! Il s'appelait **Ahmed Abu Shamla**, lui, l'agent administratif à l'antenne de l'Institut Français à Gaza qui travaillait pour la France depuis 2002. Ils s'appelaient **Rami Fayyad** et **Fathia Azaiza**, professeurs de Français. Il s'appelait **Mohamed Qreqa**, animateur d'ateliers artistiques. L'hommage qui a été rendu à ces quatre-là était organisé en catimini, hors la présence du Ministre, comme si la France avait honte qu'Israël ait pu se rendre coupable de la mort de ses agents. Monsieur le Ministre : toutes les morts sont à déplorer, et notre combat, toujours, sera pour la justice et pour la paix pour toutes et tous, quels qu'ils soient ! C'est pourquoi notre groupe Écologie et Solidarité souhaite vous inviter toutes et tous à une minute de silence pour toutes les victimes civiles de la violence qui se déchaîne au Proche-Orient depuis des décennies, et en particulier depuis le 7 octobre. Nous n'oublions pas que ces victimes sont à une écrasante majorité des Palestiniennes et des Palestiniens. Ne les oublions pas.

(minute de silence)

Merci. Dans ce contexte de conflictualité exacerbée tout autour du globe, les dernières coupes budgétaires décidées par votre Gouvernement envoient un très mauvais signal avec la suppression de 742 millions d'euros sur le budget de l'aide publique au développement et de la solidarité humanitaire. Dans le conflit actuel au Proche-Orient, par les bombardements israéliens sur la bande de Gaza, plus d'enfants ont été assassinés en un peu plus de quatre mois, d'octobre 2023 à février 2024, que dans tous les conflits, tout autour du monde, sur les quatre années de 2019 à 2022. Monsieur le Ministre, dans ce contexte d'une violence inouïe qui nous glace d'effroi, que fait votre gouvernement, que fait la France, pour mettre fin au carnage et porter assistance aux victimes ?